

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 85 — 844

13 MAI 1985

## Arrêté royal relatif au transfert des membres du personnel de l'Institut national du Logement

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 2, 3, 6, 7 et 20;

Vu la concertation avec les organisations syndicales représentatives du personnel visées à l'article 2, § 3, de la loi précitée du 28 décembre 1984;

Vu l'avis du comité de gestion de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du comité de gestion de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge;

Vu l'avis du comité de gestion de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie;

Vu l'avis du comité de gestion de la Caisse spéciale pour allocations familiales des administrations locales et régionales;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles;

Vu l'avis du comité de gestion de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Institut pour l'amélioration des conditions de travail;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut belge de normalisation;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> l'Institut : l'Institut national du Logement;

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 85 — 844

13 MEI 1985

## Koninklijk besluit betreffende de overgang van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor de huisvesting

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 6, 7 en 20;

Gelet op het overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel bedoeld in artikel 2, § 3, van de vermelde wet van 28 december 1984;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Hulp- en verzorgingskas voor zeevarenden onder Belgische vlag;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Bijzonder Kinderbijslagfonds voor de plaatselijke en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Instituut voor verbetering van de arbeidsvoorwaarden;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Dienst van de overzeese sociale zekerheid;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Belgisch instituut voor normalisatie;

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Belgische Dienst voor bedrijfsleven en landbouw;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Executieve van het Brusselse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan :

1<sup>o</sup> door het Instituut : het Nationaal Instituut voor de huisvesting;

2° membres du personnel : les agents définitifs de l'Institut, les stagiaires, les agents nommés à titre temporaire et les agents engagés par contrat de travail y compris :

- a) le personnel auxiliaire;
- b) les jeunes engagés pour un stage en application de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils ont été admis au stage;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail visé au § 1<sup>er</sup>, 2°, est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle son traitement est fixé.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, les articles 2, § 3 et 4, 3, 6 et 7 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public entrent en vigueur à la même date que le présent arrêté.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Les membres statutaires du personnel de l'Institut qui sont chargés des tâches en matière de spécifications types et d'agrément dans le domaine technique du bâtiment et des accord internationaux y relatifs, ainsi que des droits et obligations y afférents, sont transférés d'office à la Régie des Bâtiments.

§ 2. Les membres du personnel de l'Institut non visés au § 1<sup>er</sup> sont transférés à la Région flamande, à la Région wallonne ou à la Société du Logement de la Région bruxelloise.

Par un ordre de service, les membres du personnel sont invités à faire savoir, par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à la Société du Logement de la Région bruxelloise sur les emplois de cet organisme énumérés dans l'ordre de service.

Ils adressent directement leur demande au fonctionnaire dirigeant de l'Institut qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le fonctionnaire dirigeant transmet la demande au ministre chargé du contrôle de l'Institut, qui fait parvenir celle-ci au Premier Ministre.

Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle linguistique dans l'ordre suivant et sont transférés dans cet ordre à un emploi correspondant à leur grade et énuméré dans l'ordre de service :

- 1° les agents définitifs;
- 2° les stagiaires;
- 3° les agents nommés à titre temporaire;
- 4° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1° le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent définitif.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent définitif comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie de l'Institut comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir à la Société du Logement de la Région bruxelloise, le nombre nécessaire de membres du personnel chargé des affaires correspondant à ces emplois est transféré d'office dans l'ordre inverse de celui des alinéas 5 à 8.

Les membres du personnel de l'Institut non visés au § 1<sup>er</sup>, qui ne sont pas transférés à la Société du Logement de la Région bruxelloise, sont transférés d'office, selon leur rôle linguistique, à la Région wallonne ou à la Région flamande.

§ 3. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pris sur proposition du Premier Ministre et après avis des Exécutifs intéressés en ce qui concerne les membres du personnel visés au paragraphe 2.

2° door personeelsleden : de vaste ambtenaren van het Instituut, de stagiairs, de tijdelijke personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden met inbegrip van :

- a) het hulppersoneel;
- b) de jongeren die voor een stage opgenomen zijn met toepassing van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit :

1° worden de stagiairs geacht de graad te bezitten waarvoor zij tot de stage zijn toegelaten;

2° wordt het door een arbeidsovereenkomst verbonden personeelslid bedoeld bij § 1, 2°, geacht de graad te bezitten overeenstemmend met het ambt waarvoor het in dienst genomen is of, bij ontstentenis van verwijzing naar een ambt in zijn contract, de graad waaraan de weddeschaal is verbonden waarin zijn wedde is vastgesteld.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit treden de artikelen 2, § 3 en 4, 3, 6 en 7, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, in werking op dezelfde datum als dit besluit.

**Art. 2. § 1.** De statutaire personeelsleden van het Instituut die belast zijn met de taken inzake bouwtechnische typevoorschriften en goedkeuringen en de desbetreffende internationale akkoorden, evenals de daarmee verband houdende rechten en verplichtingen, worden van ambtswege aan de Regie der gebouwen overgedragen.

§ 2. De niet in § 1 bedoelde personeelsleden van het Instituut worden aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest of aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij overgedragen.

Door middel van een dienstorder worden de personeelsleden uitgenodigd schriftelijk, binnen dertig dagen, te laten weten of zij aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij overgedragen wensen te worden naar de betrekkingen van deze instelling welke in de dienstorder zijn opgegeven.

Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de leidende ambtenaar van het Instituut die de ontvangst ervan bericht; zij doen een afschrift toekomen aan hun hiërarchische chef.

De leidende ambtenaar zendt de aanvraag door naar de met de controle op het Instituut belaste ministe; die ze aan de Eerste Minister doet toekomen.

De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad en per taalrol gerangschikt in de onderstaande volgorde en in die orde overgedragen naar een met hun graad overeenstemmende betrekking welke in de dienstorder is opgegeven :

- 1° de vaste ambtenaren;
- 2° de stagiair;
- 3° de tijdelijke personeelsleden;
- 4° de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in het vorige lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van vaste ambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van vaste ambtenaar heeft omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van het Instituut als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien nadat aan de aanvragen is voldaan, betrekkingen bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij te verlenen blijven, wordt het nodige aantal personeelsleden dat belast is met aangelegenheden welke met die betrekkingen overeenstemmen, van ambtswege overgedragen in de omgekeerde volgorde van die welke bepaald is in het vijfde tot het achtste lid.

De niet in § 1 bedoelde personeelsleden van het Instituut, die aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij niet overgedragen worden, worden van ambtswege volgens hun taalrol aan het Vlaamse Gewest of het Waalse Gewest overgedragen.

§ 3. De personeelsleden worden overgedragen bij een in Ministeraad overlegd koninklijk besluit genomen op de voordracht van de Eerste Minister en, wat de personeelsleden betreft die in paragraaf 2 bedoeld zijn, na advies van de betrokken Executieven.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les transferts visés à l'article 2 ne constituent pas de nouvelles nominations.

Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative, leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à l'Institut conformément à la réglementation qui les y octroyait.

Ils conservent les avantages du service social jusqu'à la date où ils peuvent bénéficier, à la Régie des bâtiments, à la Société du Logement de la Région bruxelloise ou à la Région selon le cas, des avantages d'un service social.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure à l'Institut, il est uniquement tenu compte pour son affectation de son grade statutaire. Si à la Régie des Bâtiments, à la Société du Logement de la Région bruxelloise ou à la Région, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée à l'Institut, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 3. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans son nouveau service.

L'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1971, n'est pas applicable aux cas visés par le présent paragraphe.

Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 sont également applicables aux agents du niveau 4 qui font l'objet d'une mention défavorable.

§ 4. Les agents définitifs conservent après leur transfert les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accès à un niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé à l'Institut.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans leur nouveau service.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque l'autorité compétente prend la décision d'établir tout ou partie des services centraux de l'ancien Institut qui sont actuellement établis dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale en dehors de cet arrondissement, elle publie sa décision au *Moniteur belge*.

Si le service visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> a été transféré vers une Région, les membres du personnel de ce service qui n'ont pas encore obtenu à la Région une promotion — autre qu'en carrière plane — ou un changement de grade, peuvent demander par écrit à être affectés à un des organismes d'intérêt public nationaux visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, qui se situe à Bruxelles et qui n'est pas concerné par la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Les membres du personnel mentionnent dans leur demande l'organisme ou les organismes d'intérêt public pour lesquels ils souhaitent entrer en ligne de compte, le cas échéant, en indiquant l'ordre de leur préférence.

Ils adressent cette demande, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date que le Roi fixe pour chaque Région par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à leur chef hiérarchique le plus élevé qui la transmet au Premier Ministre. Une copie est envoyée par la voie hiérarchique au même chef.

**Art. 3. § 1.** De in artikel 2 bedoelde overdrachten worden niet beschouwd als een nieuwe benoeming.

De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden zij ook de toelagen, de vergoedingen of premies en andere voordelen waarvan zij bij het Instituut het genot hadden, overeenkomstig de reglementering krachtens welke deze verleend werden.

De voordelen van de sociale dienst behouden zij tot op de datum waarop zij bij de Regie der gebouwen, bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of bij het Gewest, naargelang van het geval, de voordelen van een sociale dienst kunnen bekomen.

§ 2. De personeelsleden die bij het Instituut belast zijn met de uitoefening van een hoger ambt komen enkel in aanmerking voor een betrekking die overeenstemt met hun statutaire graad. Indien zij bij de Regie der gebouwen, bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of bij het Gewest vanaf de datum van hun overgang en zonder onderbreking, opnieuw worden belast met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt als dat wat zij bij het Instituut uitoefenden, dan worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen, geacht de vroegere hogere functie verder te blijven uitoefenen.

§ 3. De ambtenaren die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, behouden na hun overdracht de laatste beoordeling welke hun toegekend is.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling.

Indien een ambtenaar op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een beroep tegen zijn beoordeling heeft ingesteld, dan wordt dit beroep in zijn nieuwe dienst afgehandeld.

Artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1971, is voor de in deze paragraaf bedoelde gevallen nochtans niet van toepassing.

De bepalingen van het eerste, derde en vierde lid gelden ook voor de ambtenaren van niveau 4 die een ongunstige vermelding bekomen hebben.

§ 4. De vaste ambtenaren die bij het Instituut geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad behouden na hun overdracht de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor een van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in hun nieuwe dienst.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum is afgesloten.

**Art. 4. § 1.** Wanneer de bevoegde overheid de beslissing treft het hoofdbestuur van het voormalig Instituut dat thans in het arrondissement Brussel-Hoofdstad gevestigd is, geheel of gedeeltelijk buiten dit arrondissement te vestigen, maakt zij haar beslissing in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

Indien de in het eerste lid bedoelde dienst aan een Gewest overgedragen is, kunnen de personeelsleden van deze dienst die bij het Gewest nog geen bevordering — andere dan in een vlakke loopbaan — of verandering van graad bekomen hebben, schriftelijk aanvragen aangewezen te worden voor één van de nationale instellingen van openbaar nut die bedoeld zijn in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, die in Brussel gevestigd is en niet betrokken bij de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

De personeelsleden vermelden in hun aanvraag voor welke instelling(en) van openbaar nut zij in aanmerking wensen te komen, desgevallend met opgave van de orde van hun voorkeur.

Zij richten die aanvraag per aangetekende brief, binnen de dertig dagen na de datum, welke de Koning voor elk Gewest bij in Ministerraad overlegd besluit vaststelt, aan hun hoogste hiërarchische chef, die ze doorzendt naar de Eerste Minister. Een afschrift wordt langs hiërarchische weg aan dezelfde chef toegezonden.

Ces demandes restent valables tant qu'elles ne sont pas satisfaites, tant qu'elles ne sont pas retirées ou tant que les intéressés n'ont pas obtenu une promotion — autre qu'en carrière plane — ou un changement de grade à la Région.

§ 2. Les membres du personnel des organismes d'intérêt public dont il est question au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui désirent être affectés au service visé au § 1<sup>er</sup>, peuvent introduire à cet effet une demande écrite dans le délai et selon les modalités fixés au § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5.

§ 3. L'autorité compétente sur le membre du personnel ayant introduit une demande sur base du paragraphe 1<sup>er</sup> ou 2, peut décider, dans l'intérêt du service, qu'il n'y est pas donné suite lorsque ce membre du personnel est porteur d'un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

Ces décisions sont prises pour une période de trois ans au plus à partir de la date visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Dans les trente jours de la notification de ces décisions, les agents porteurs d'un grade classé au rang 10 ou dans les niveaux 2, 3 ou 4 peuvent exercer contre elles un recours devant la commission créée en exécution de l'article 4, § 4, de l'arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981.

La décision de la Commission est sans appel.

§ 4. Il est donné suite aux demandes visées au § 1<sup>er</sup> par permutation avec les membres du personnel des organismes d'intérêt public qui ont introduit une demande conformément au § 2.

Les permutations s'effectuent en suivant l'ordre, les conditions et la procédure fixés par l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif.

Les membres du personnel qui sont revêtus d'un grade qui n'existe pas dans l'organisme d'intérêt public mentionné dans leur demande, peuvent faire l'objet d'une permutation à la condition que les autorités compétentes aient, l'une et l'autre, de l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, désigné un grade de même rang comme devant être tenu pour équivalent.

§ 5. Pour autant que les listes d'attente ne comportent plus de candidat adéquat à la permutation à l'organisme d'intérêt public mentionné dans leur demande, les membres du personnel dont la demande est restée valable sont mis à la disposition du service de réaffectation par décision du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions; le Ministre décide de la mise à disposition en fonction des emplois vacants disponibles pour la réaffectation des intéressés.

Conformément aux dispositions réglant la mobilité d'office de l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, le service de réaffectation met les membres du personnel à la disposition des administrations et autres services des ministères ainsi que des organismes d'intérêt public nationaux qui :

1<sup>o</sup> sont soumis à l'arrêté royal précité du 22 octobre 1982;

2<sup>o</sup> sont situées à Bruxelles;

3<sup>o</sup> ne figurent pas parmi les organismes visés par la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

§ 6. Les dispositions de l'article 3, § 3 et 4, sont d'application aux agents définitifs qui ont fait l'objet d'une permutation en vertu du § 4 du présent article.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Deze aanvragen blijven geldig tot de verzoekers voldoening bekomen hebben, hun aanvraag herroepen hebben ofwel een bevordering — andere dan in een vlakke loopbaan — of een verandering van graad bij het Gewest bekomen hebben.

§ 2. De personeelsleden van de in § 1, tweede lid, bedoelde instellingen van openbaar nut die voor de in § 1 bedoelde dienst wensen aangewezen te worden, kunnen daartoe een schriftelijke aanvraag indienen binnen de termijn en volgens de modaliteiten bepaald in § 1, vierde en vijfde lid.

§ 3. De overheid die bevoegd is over het personeelslid dat een aanvraag heeft ingediend op grond van § 1 of 2, kan beslissen, in het belang van de dienst, dat eraan geen gevolg wordt gegeven wanneer dit personeelslid een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een andere niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma wordt gevraagd.

Deze beslissingen blijven geldig gedurende een termijn van ten hoogste drie jaar vanaf de in § 1, vierde lid, bedoelde datum.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissingen kunnen personeelsleden met een graad van rang 10 of van het niveau 2, 3 of 4 daartegen beroep instellen bij de commissie opgericht ter uitvoering van artikel 4, § 4, van het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op 24 november 1981.

De beslissing van de commissie is niet voor beroep vatbaar.

§ 4. Aan de in § 1 bedoelde aanvragen wordt gevolg gegeven door omwisseling met de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die overeenkomstig § 2 een aanvraag hebben ingediend.

De omwisselingen geschieden in de volgorde, en volgens de voorwaarden en de procedure die bepaald zijn bij het koninklijk besluit van 30 juni 1982 tot vaststelling van de nadere regelen voor de overgang van de personeelsleden van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest naar de respectieve Executieve.

De personeelsleden die bekleed zijn met een graad welke bij de in hun aanvraag vermelde instelling van openbaar nut niet bestaat, kunnen worden omgewisseld op voorwaarde dat de bevoegde overheden, met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, beide een graad van dezelfde rang als gelijkwaardig te beschouwen hebben aangewezen.

§ 5. Voor zover op de wachtlijsten geen voor omwisseling passende kandidaat van de in hun aanvraag vermelde instelling van openbaar nut meer voorkomt, worden de personeelsleden wier aanvraag geldig is gebleven, ter beschikking van de reëctatiedienst gesteld bij beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort; de Minister beslist over die terbeschikkingstelling naar gelang dat vacante betrekkingen beschikbaar zijn voor de wedertewerkstelling van de betrokkenen.

Volgens de bepalingen betreffende de mobiliteit van ambtswege van het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, stelt de reëctatiedienst de personeelsleden ter beschikking van de besturen en andere diensten van de ministeries en van de nationale instellingen van openbaar nut die :

1<sup>o</sup> onderworpen zijn aan het voormelde koninklijk besluit van 22 oktober 1982;

2<sup>o</sup> in Brussel gevestigd zijn;

3<sup>o</sup> niet behoren tot de instellingen bedoeld bij de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

§ 6. De bepalingen van artikel 3, § 3 en 4, zijn ook van toepassing op de vaste ambtenaren die omgewisseld worden krachtens § 4 van dit artikel.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 85 — 845

**29 AVRIL 1985.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1983 fixant les conditions et les modalités de l'intervention du Fonds d'aide au redressement financier des communes

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1983, fixant les conditions et les modalités de l'intervention du Fonds d'aide au redressement financier des communes, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'adapter d'urgence les conditions et les modalités de l'intervention du Fonds précité, à la situation spécifique de la ville de Charleroi;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, et de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes moyennes, ainsi que de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 1er de l'arrêté royal du 10 novembre 1983 fixant les conditions et les modalités de l'intervention du Fonds d'aide au redressement financier des communes, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le Fonds d'aide au redressement financier des communes, ci-après nommés le Fonds, peut accorder de prêts de consolidation aux communes, en vue de contribuer au redressement de leurs finances.

Ces prêts de consolidation sont accordés :

a) aux communes auxquelles l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 a été rendu applicable avant le 1er octobre 1984, à l'exception de la ville de Charleroi;

— à un taux basé sur celui auquel le Fonds contracte lui-même les emprunts visés à l'article 8 de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983, diminué de 2 p.c., si le taux précité est supérieur ou égal à 11 p.c.;

— à un taux de 9 p.c., si le taux précité est supérieur ou égal à 9 p.c. et inférieur à 11 p.c.;

— au taux précité si celui-ci est inférieur à 9 p.c.

Les charges d'intérêts éventuelles correspondant à la différence entre le taux précité des emprunts contractés par le Fonds, et celui des prêts consentis par celui-ci, sont couvertes par une intervention de l'Etat.

En ce qui concerne la ville de Charleroi, l'intervention spécifique de l'Etat fera l'objet d'une convention qui sera approuvée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

b) aux communes auxquelles l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 est rendu applicable après le 1er octobre 1984, à un taux basé sur celui auquel le Fonds contracte lui-même les emprunts visés à l'article 8 de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983.

**Art. 6.** Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT**

N. 85 — 845

**29 APRIL 1985.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, inzonderheid artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 september 1984;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd door artikel 18 van de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het nodig is onverwijld de voorwaarden en de nadere regelen inzake de tegemoetkoming van voorenvermeld Fonds aan te passen aan de specifieke toestand van de stad Charleroi;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, en van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Middenstand, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 november 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en nadere regelen inzake de tegemoetkoming van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 september 1984, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, hierna genoemd het Fonds, kan aan de gemeenten consolidatieleningen toestaan met het oog op het herstel van hun financiën.

Deze consolidatieleningen worden toegestaan :

a) aan de gemeenten waarop het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 van toepassing werd gemaakt voor 1 oktober 1984, met uitzondering van Charleroi;

— tegen een rentevoet, gesteund op degene waartegen het Fonds zelf in het artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 bedoelde leningen aangaat, verminderd met 2 p.c., zo voornoemde rentevoet groter is dan of gelijk aan 11 p.c.;

— tegen een rentevoet van 9 p.c., zo de voornoemde rentevoet groter is dan of gelijk aan 9 p.c., en kleiner dan 11 p.c.;

— tegen de voornoemde rentevoet zo deze kleiner is dan 9 p.c.

De eventuele interestlasten overeenstemmend met het verschil tussen de voornoemde rentevoet van de door het Fonds aangegane leningen en deze van de door haar toegestane leningen, worden gedekt door een tussenkomst van de Staat.

Wat Charleroi betreft, zal de specifieke tegemoetkoming van de Staat, het voorwerp zijn van een overeenkomst welke bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit moet worden goedgekeurd;

b) voor de gemeenten waarop het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 van toepassing is geworden na 1 oktober 1984, tegen een rentevoet gesteund op degene waartegen het Fonds zelf de in artikel 8 van het vermeld koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 bedoelde leningen aangaat.